| Le Télégramme

ÉCONOMIE

Prix du porc : « Il va y avoir des actions »

'ace à la baisse des 'rix, les éleveurs de 'orcs menacent de 'ouvelles actions. 'résident de la 'édération nationale 'orcine, François Valy 'ointe du doigt 'ndustriels et grande 'istribution.

Propos recueillis par Jean Le Borgne

Le prix du porc est passé, lundi, sous la barre de 1,40 € au Marché du porc français de Plérin. Qu'est-ce que cela signifie pour les éleveurs ?

Depuis longtemps, déjà, ce n'est pas bon du tout. Il nous manque au minimum 25 centimes au cadran. À partir de novembre ou décembre, ce n'est jamais bon pour la production, sauf que 1,40 €, avec les charges que l'on a actuellement, c'est catastrophique, après un été compliqué du fait de la sécheresse et des canicules. On a récolté peu de maïs voire pas du tout ce qui signifie que les coûts de rachats de matière première vont exploser : 65 % de nos charges, c'est l'aliment...

Les éleveurs français sont-ils victimes de la surproduction européenne ?

Nous, en France, aujourd'hui, on n'est plus en surproduction : on n'est plus qu'à 97 % d'autosuffisance. Aujourd'hui, il y a une problématique de surproduction parce que, notamment avec la fièvre porcine africaine en Espagne (NDLR : dans la faune sauvage), le pays qui devrait exporter un cochon sur deux se rabat sur le marché européen.



Des éleveurs ont récemment participé à une action de stickage organisée par la FDSEA, dans un magasin à Saint-Renan pour informer les consommateurs et les inciter à manger du porc français. Photo Chloé Crochu

Les salaisonniers achètent à l'étranger sous prétexte que la grande distribution et la restauration hors foyer demandent du prix.

Sauf que si l'industriel paie le cochon espagnol 20 centimes de moins du kilo, il n'y a pas de différence en rayon sur le prix du jambon. Il y a un vrai problème de répartition des marges.

Les éleveurs multiplient les opérations de contrôle en supermarchés. Que dénoncez-vous ?

Les éleveurs se sont mobilisés dans le Finistère, notamment. Il va y avoir des actions dans le Morbihan et dans beaucoup d'autres départements. L'acte d'achat du consommateur est tellement rapide qu'il prend un produit affichant le drapeau bleu blanc rouge en pensant que c'est systématique du porc français transformé en France. C'est le cas seulement pour le label Le porc français. Certains industriels utilisent le drapeau tricolore pour du porc d'importation transformé en France. Ce n'est pas de la fraude mais pour nous, c'est de la tromperie.

Comment pensez-vous obtenir une hausse des prix ?

La grande distribution et les salaisonniers doivent revenir à la raison. On aura toujours besoin d'exporter des pièces qu'on ne consomme pas et d'importer des jambons. Mais aujourd'hui, les abattoirs français ont des stocks de jambons français qu'ils sont obligés de brader à l'exportation. Il faut que la grande distribution accepte des hausses de prix : elle ne respecte pas les hausses de matière première industrielle obligeant les industriels à arbitrer sur la matière première agricole en allant la chercher à l'étranger.

L'État et les collectivités, qui gèrent des millions de repas, doivent également faire du porc français une priorité dans les cantines et les hôpitaux. Quant au consommateur, on l'appelle à bien vérifier la présence du logo Le porc français.